

Le Temps 12 février 2024

L'Union européenne fait front derrière l'UNRWA face aux accusations israéliennes

Au côté du commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, insiste sur le manque de preuves fournies par Israël



Le chef de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, aux côtés de la ministre belge de la Coopération, Caroline Gennez, et du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, à Bruxelles le 12 février 2024. [Luis Lema](#)

Publié le 12 février 2024 à 18:42. / Modifié le 13 février 2024 à 10:19.

C'est une attaque tous azimuts. Philippe Lazzarini, le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), s'est employé lundi à convaincre les 27 membres de l'Union européenne de la nécessité pour la communauté internationale de continuer à financer cette agence, principalement dans une bande de Gaza en grande partie détruite par l'armée israélienne. Israël, de son côté, multiplie les accusations contre l'UNRWA, appelant désormais à la démission de son chef.

Le « dossier » réuni par les services de renseignement israéliens selon lesquels une douzaine d'employés de l'UNRWA auraient participé à l'attaque du Hamas du 7 octobre qui a coûté la vie à près de 1200 Israéliens? Philippe Lazzarini, ainsi que le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et la ministre belge de la Coopération, Caroline Gennez, ont confirmé tous trois devant la presse qu'ils n'avaient reçu aucune information solide d'Israël à ce propos. Ils ont souligné avec insistance qu'il s'agissait jusqu'ici d'« allégations » non confirmées, sur lesquelles doit statuer le bureau d'investigation interne de l'ONU. L'UNRWA s'est séparée des collaborateurs incriminés et l'ONU a également [mis sur pied un audit externe](#) présidé par l'ancienne ministre française Catherine Colonna.

29 janvier 2024 L'UE réexamine le financement de l'UNRWA et demande une enquête sur son personnel après des accusations d'implication dans l'attaque du 7 octobre Par [Mared Gwyn Jones](#) & Euronews

Cet article a été initialement publié en [anglais](#)

La Commission européenne a déclaré lundi qu'elle allait "réexaminer" son soutien à l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, à la suite d'allégations selon lesquelles plusieurs membres de son personnel auraient été impliqués dans les attentats du 7 octobre contre Israël.

L'exécutif européen a déclaré dans un [communiqué](#) qu'il "*déterminera les prochaines décisions de financement de l'UNRWA à la lumière des allégations très graves*" concernant le personnel de l'agence des Nations unies.

La Commission demande également que tous les membres du personnel de l'UNRWA fassent l'objet d'une enquête dans les plus brefs délais afin de "*confirmer qu'ils n'ont pas participé aux attaques*".

"Nous demandons tout d'abord à l'organisation de mener l'enquête qu'elle a elle-même annoncée, et nous lui demandons ensuite d'accepter un audit réalisé par des experts indépendants qui seraient sélectionnés par la Commission", a déclaré Eric Mamer, porte-parole principal de la Commission.

Sept États membres de l'UE, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, ont déjà annoncé qu'ils [cesseraient de verser des fonds](#) à l'UNRWA dans l'attente d'une enquête.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a demandé à ces pays de revenir sur leur décision afin que l'aide vitale puisse continuer à parvenir à la population civile de la bande de Gaza assiégée.

L'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg ont annoncé qu'ils continueraient à soutenir l'agence afin d'éviter de mettre en péril son travail essentiel.

L'UE est le principal donateur d'aide humanitaire et d'aide au développement à Gaza. Elle a quadruplé ses versements d'aide humanitaire pour atteindre plus de 100 millions d'euros depuis que la guerre entre Israël et le Hamas a éclaté en octobre.

Une grande partie de ces fonds est acheminée par l'intermédiaire de l'UNRWA qui, depuis le début de la guerre, a joué un rôle de premier plan dans l'aide apportée aux habitants de Gaza.

Pour la période 2021-2023, la contribution de l'UE au budget du programme de l'UNRWA s'élève à 281 millions d'euros.

L'exécutif européen indique qu'aucun financement supplémentaire n'est prévu pour l'UNRWA jusqu'à la fin du mois de février, et que la question sera réexaminée "*à la lumière des résultats des enquêtes annoncées par l'ONU*".

Il a également réaffirmé que son aide humanitaire se poursuivrait "sans relâche" par l'intermédiaire d'organisations partenaires.

La Commission a temporairement suspendu son aide au développement en faveur des territoires palestiniens à la suite des attaques du Hamas contre Israël, le 7 octobre, afin de procéder à un audit

visant à s'assurer qu'aucun fonds de l'UE n'était parvenu par inadvertance entre les mains d'organisations terroristes.

Cet audit n'a révélé aucun détournement de fonds au profit de groupes terroristes, ce qui a permis de rétablir l'aide au développement.

Mais l'exécutif demande maintenant à l'UNRWA de permettre à des *"experts externes indépendants nommés par l'UE"* d'auditer l'agence afin de renforcer les systèmes de contrôle conçus pour empêcher le personnel de prendre part à des activités terroristes.